

Source : <https://ideas4development.org/la-demographie-variable-oubliee-de-la-sauvegarde-de-lenvironnement/>

Téléchargement 30 06 2018

La démographie, variable oubliée de la sauvegarde de l'environnement

Olivier Ratheaux – 28 06 2018

L'empreinte écologique est corrélée à l'inefficacité environnementale de la production, à la production par tête et à la population. Pour limiter les dégâts écologiques irréversibles, stabiliser le peuplement doit être mis dans l'agenda du développement.

Empreinte écologique : l'impact explosif de l'homme sur la planète

L'empreinte écologique de l'homme sur la planète, calculée chaque année par le Global Footprint Network pour synthétiser les impacts négatifs de l'activité humaine sur l'environnement en tenant compte de la capacité d'absorption de l'écosystème, ne cesse d'augmenter. Les pays développés ont un impact environnemental insoutenable. Les pays en développement sont sur la voie du rattrapage économique comme sur celle du rattrapage des impacts environnementaux négatifs. Comme ils présentent les plus gros volumes de population et que leur consommation par tête croît, leurs impacts environnementaux seront explosifs. Cela est vrai même si tous adoptaient les techniques de production les moins agressives pour l'environnement, ce qui n'est pas le cas du fait de leur complexité et/ou de leur coût en capital, et de la pratique de récupération de moyens de production déclassés des pays développés.

L'empreinte écologique des pays résulte à la fois de l'activité passée, avec des effets de stock et d'irréversibilité, et de l'activité présente. Son accroissement est positivement corrélé à l'activité économique, car le découplage entre croissance et externalités négatives est un mythe : le recyclage ne peut être que partiel et produit aussi des déchets. Cet accroissement est finalement corrélé à l'inefficacité environnementale de la production (épuisement de ressources rares, production de rebuts), à la production par tête et au volume de la population.

Paranoïa de la croissance : rattrapage, convergence, fuite en avant ?

L'obsession de la croissance du PIB est commune à tous les pays. Dans les pays développés, les demandes des consommateurs sont globalement (avec des inégalités de répartition) satisfaites et tendent à la saturation. Les infrastructures et services collectifs sont là. Or la paranoïa de la croissance continue d'y faire fureur, relevant d'un fantasme de fuite en avant. La probabilité du retour à une croissance forte de longue période paraît très faible. Un nouveau type d'état stationnaire est envisageable et souhaitable, laissant de la place aux innovations. Il se peut malgré tout que cet état stationnaire, combinant stabilisation de la population et de la consommation par tête, et recherche de plus de sobriété, ne suffise pas à atténuer l'empreinte écologique et qu'il faille organiser la décroissance.

Dans les pays en développement, la croissance est inévitable pour accroître des niveaux de vie encore très bas. La convergence des niveaux de vie vers ceux des pays riches, seul objectif défendable, entraînera une forte hausse de la production mondiale par tête et donc de l'empreinte écologique.

La population : variable d'action négligée pour réduire l'empreinte écologique

Même en utilisant des techniques de production plus efficaces, l'empreinte écologique globale va continuer de croître. Une variable d'action demeure : le volume de la population. En effet, stabiliser la population mondiale pourrait s'avérer moins ardu que freiner la consommation par tête ou diminuer

les externalités négatives de cette consommation.

Le rapport Bruntland de 1987 *Our Common Future* fixait l'objectif de stabilisation de la population mondiale à six milliards d'habitants au xxie siècle. En 1992 comme en 2017, un groupe de scientifiques ont signé *World Scientists' Warning to Humanity* recommandant de stabiliser la population mondiale. En 1992, elle était de 5,5 milliards ; en 2018, elle est de 7,6 milliards. Les projections récentes sont de 11 milliards d'habitants en 2100. L'augmentation est essentiellement due aux pays aujourd'hui les plus pauvres.

Idées imprécises sur la population

Voir la population comme une richesse crée des confusions. Certes, le travail étant la première source des richesses après la nature, un État peut souhaiter avoir une population donc une force de travail nombreuse. L'accroissement de population est aussi vu comme un élargissement du marché, source d'opportunités d'affaires et de baisse des coûts de production par économies d'échelle et plus grande division du travail. Mais les natalistes sont victimes d'un sophisme de composition : ce qui est vrai à petite échelle ne l'est plus à l'échelle internationale dès lors qu'un accroissement général de population a un impact écologique structurel et non plus marginal.

La limitation de la population est un sujet quasi tabou : la remise en cause de la politique chinoise réaliste et courageuse de l'enfant unique le montre – sans discuter des méthodes mises en œuvre pour la mener. Le sujet a été peu traité depuis Malthus. Son essai met le doigt sur un problème récurrent d'équilibre entre l'homme et son environnement, même s'il est fondé sur un raisonnement (liant progression géométrique de la population et arithmétique de la production agricole) que nous trouvons aujourd'hui sommaire, notamment car il ignore les gains de productivité. Tout se passe comme si cette approche était trop sulfureuse ou pessimiste pour être approfondie.

Mettre le contrôle démographique à l'agenda du développement

Pour limiter les dégâts écologiques irréversibles en cours, maîtriser le niveau de peuplement est difficile, mais moins qu'agir sur l'efficacité environnementale à consommation par tête donnée ou que restreindre le niveau de vie, et mérite d'être mis à l'agenda des acteurs du développement en complément des autres approches.

L'action doit toucher tous les pays, et en priorité ceux où la croissance démographique est la plus forte. Jadis, la population était brutalement stabilisée par les famines, les épidémies et les guerres. Nous avons aujourd'hui l'opportunité de maîtriser sa taille par des méthodes plus douces et plus fines. Les leviers peuvent être des incitations financières positives et négatives, l'obligation d'éducation, particulièrement des filles, la planification familiale et, dans les pays en développement, l'installation de régimes de protection sociale aidant à admettre qu'il n'est plus nécessaire d'avoir une descendance multiple pour assurer ses vieux jours.

Dans les pays en développement, la stabilisation de la population, terme possible de la transition démographique, sera lente du fait du retard de la baisse de la fécondité par rapport à la baisse de la mortalité infantile. L'inertie de la démographie est une raison supplémentaire pour ne plus tarder à s'engager dans cette voie. Bénéfice annexe, une moindre croissance de la population peut se traduire par un taux réduit de chômage ou d'émigration forcée résultant de la misère. Une part plus grande du surplus économique peut alors être consacrée à l'augmentation du niveau de vie.

Dans les pays développés, l'arrêt de la croissance démographique accentuera encore le vieillissement déjà en cours de la population, avec les problèmes que l'on connaît de financement des retraites et de gestion de la population vieillissante. N'est-ce pas un moindre prix à payer pour limiter notre grave empreinte environnementale ?

Bien que les politiques démographiques soient nationales, la crispation sur la souveraineté souvent

constatée n'a pas lieu d'être sur les sujets d'intérêt commun. Si chaque État favorise son expansion démographique sans se préoccuper des conséquences négatives pour la planète, on retombe dans le sophisme mentionné plus haut. Cela devrait être le rôle des organisations internationales d'éviter cela.

Les opinions exprimées dans ce blog sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément la position officielle de leur institution ni celle de l'AFD.